

# Pour une mobilisation européenne des universités !

## Les réformes actuelles et la stratégie de Lisbonne

Le vaste mouvement de réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche en France s'inscrit, avec des spécificités nationales et à bien des égards de façon aggravée, dans le cadre européen de **la stratégie de Lisbonne**, adoptée en 2000 par le conseil européen et visant à faire de l'UE « **l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde** ».

Cette stratégie vise en particulier à augmenter la **compétitivité** des systèmes d'enseignement et de recherche européens dans le contexte d'une économie désormais fondée sur la connaissance comprise comme **bien marchand**.

La réforme du décret sur le statut des enseignants-chercheurs, la « mastérisation » de la formation des enseignants du premier et du second degré, mais aussi la loi LRU de 2007 dans son ensemble et la déstructuration de la recherche, **s'inscrivent ainsi dans une logique globale de marchandisation du système d'enseignement supérieur et de recherche en France**, dans le cadre fixé par la stratégie de Lisbonne en 2000. Qui plus est, il est à noter que l'élaboration de la stratégie de Lisbonne au niveau européen comme sa mise en œuvre au niveau national ont souffert d'un important déficit démocratique.

## Le modèle d'une université au service du marché

Les réformes récentes traduisent des objectifs clairs qui vident de leur sens la mission de service public de l'éducation et de la recherche :

- Mise en conformité des programmes universitaires avec le marché du travail
- Inclusion des universités les plus performantes dans des pôles de compétitivité, développant des synergies universités/entreprises dans des secteurs émergents
- Ouverture de la « gouvernance » des universités aux représentants du privé au détriment des représentants des chercheurs, enseignants-chercheurs, enseignants, BIATOS et étudiants élus, etc.
- Remise en cause des statuts des enseignants et personnels et généralisation des contrats de travail précaires.
- Recherche publique soumise aux projets à court terme et aux besoins immédiats d'entreprises.

Le modèle sous-jacent, importé des Etats-Unis notamment, est bien celui d'une université arrimée au marché, en grande partie financée par des fonds privés et par des étudiants surendettés, produisant des connaissances « compétitives » et de futurs travailleurs adaptés aux besoins de firmes privées de plus en plus présentes dans ses instances décisionnelles.

## Vers un mouvement européen pour l'enseignement supérieur et la recherche

Dans ce contexte, il apparaît clair qu'une mobilisation nationale, même si elle est importante, si elle peut freiner les réformes en France, et si elle a un écho en Europe, ne suffira pas à interrompre un processus global décidé au niveau européen.

**C'est pourquoi nous appelons tous les acteurs universitaires à se mobiliser dès les 18, 19 et 20 mars 2009, en France et dans tous les pays de l'UE, à l'occasion du prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE.**

A cette occasion pourront être organisées des conférences, des AG d'information voire des manifestations pour informer les citoyens du danger que représente ce nouveau modèle d'université.

Ce rendez-vous sera la première étape d'un processus de mobilisation d'envergure européenne qui passera par l'organisation d'un contre-sommet européen à Bruxelles en mars 2010, horizon actuel de la stratégie de Lisbonne.

**Collectif Printemps 2010 (ATTAC, Sciences citoyennes, SLR, SLU, SNCS, SNESUP, UNEF, UFAL)**  
**[contact@spring2010.eu](mailto:contact@spring2010.eu)**

***Nous ne voulons pas d'un « marché de la connaissance » !  
Appel à une mobilisation européenne contre la stratégie de Lisbonne  
en matière d'enseignement supérieur et de recherche***

Le prochain sommet de printemps des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne se tiendra les 19 et 20 mars 2009. À l'ordre du jour de ce Conseil européen figurent comme points prioritaires l'évaluation et la poursuite de la stratégie de Lisbonne amorcée en 2000 qui, entre autres, encadre les politiques engagées actuellement dans tous les pays membres pour « moderniser » les systèmes nationaux de recherche et d'enseignement (primaire, secondaire, supérieur, « formation tout au long de la vie »).

L'ambition affichée d'une « société de la connaissance » ne peut être qu'encouragée lorsqu'elle est un pari sur l'éducation et la recherche comme biens publics, qu'elle garantit la démocratisation de l'accès au savoir, qu'elle permet aux citoyens l'analyse critique raisonnée des choix scientifiques et techniques qui leur sont proposés. Mais l'orientation prise actuellement est tout autre : elle réduit ce projet à la construction d'un « marché commun de la connaissance » dont nous constatons partout les conséquences délétères en termes d'affaiblissement de l'indépendance scientifique, de déstructuration du système de recherche publique, de renforcement du pouvoir des entreprises, de précarisation massive des conditions de travail et d'étude, de creusement des inégalités face au savoir, d'éloignement des citoyens des choix scientifiques et techniques qui les concernent.

Depuis quelques années, avec une intensité croissante, des mobilisations de grande ampleur, portées par les lycéens, les étudiants, les personnels de l'éducation et de la recherche, et plus largement par le mouvement social, se sont multipliées en Europe. Elles expriment fortement l'exigence d'un secteur public de l'éducation et de la recherche qui ne soit pas construit sans débat démocratique et qui s'affranchisse de la soumission au marché concurrentiel.

**C'est pourquoi nous appelons tous les citoyens européens à se mobiliser  
les 18, 19 ou 20 mars 2009, dans tous les pays membres et au-delà,  
au sein des universités, des laboratoires et dans la rue,  
CONTRE la mise en marché des activités éducatives et scientifiques,  
CONTRE la mise en compétition généralisée des populations et des territoires,  
POUR un service public de l'enseignement supérieur et de la recherche,  
démocratique et émancipateur.**

***Signataires français :***

- > Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens – Attac
- > Fac verte
- > FERCSUP-CGT
- > Fondation Sciences Citoyennes
- > Sauvons La Recherche – SLR
- > Sauvons L'Université – SLU
- > Syndicat National des Chercheurs Scientifiques – SNCS-FSU
- > Syndicat National de l'Enseignement Supérieur – SNESUP-FSU
- > Sud recherche
- > Sud étudiants
- > Union Nationale des Étudiants de France – UNEF
- > Union des Familles Laïques – UFAL

**Signature :** [sign@spring2010.eu](mailto:sign@spring2010.eu)